

Le monde reste à refaire

La rédaction

Numéro 334, printemps 2022

Comment continuer ? Dix ans après 2012, le monde reste à refaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/98113ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

La rédaction (2022). Le monde reste à refaire. *Liberté*, (334), 44–44.

Le monde reste à refaire

Au printemps 2012, alors que le souffle de résistance et de révolte qui propulsait la grève s'était transmis à tout ce que la société québécoise compte de forces progressistes, l'effervescence sociale avait trouvé un écho dans les pages de *Liberté*. Le numéro paru en juillet 2012 présentait dix textes prononcés lors de l'événement *Nous ?*, un grand cabaret de lecture organisé le 7 avril de la même année au Monument-National, à Montréal. Au plus fort du conflit étudiant, cet événement donnait la parole, en continu pendant douze heures, à des intellectuel·les et des artistes d'horizons divers, à qui l'on avait demandé de répondre à la question : « Comment rendre visible, opérante, la liberté qui nous caractérise et qui nous échappe en même temps ? » Inévitablement, les prises de parole de ce soir-là faisaient écho, d'une manière ou d'une autre, à la clameur de la rue. Il était alors très clair que la grève était devenue plus qu'étudiante ; elle était devenue le tremplin pour un mouvement plus vaste. On aurait presque pu croire qu'elle annonçait quelque chose de révolutionnaire pour le Québec. Dans l'éditorial de ce numéro de *Liberté*, le rédacteur en chef Pierre Lefebvre écrivait : « Je ne peux m'empêcher de tracer un parallèle entre la révolte étudiante et *Nous ?*, en ce sens que les citoyens s'opposant non pas tant à la hausse des frais de scolarité qu'à la marchandisation de l'éducation véhiculent un peu plus que simplement leurs revendications. Ils livrent à l'ensemble du corps social quelque chose de leur âme, de leur inconscient, même. On pourrait dire qu'ils nous offrent ainsi leur humanité. »

Une décennie plus tard, lorsque nous, l'actuel comité de rédaction de *Liberté*, discussions de la nécessité

de consacrer un dossier à l'héritage de 2012, nous nous sommes rendu compte que nous avions beaucoup de difficulté à tirer le bon filon, à trouver la bonne manière de revisiter le plus grand mouvement social de l'histoire récente du Québec. Nous gardons tous et toutes un souvenir très fort du printemps étudiant. Certain·es d'entre nous ont vécu la grève alors qu'ils ou elles commençaient l'université, tandis que d'autres étaient déjà au doctorat ou sur le marché du travail. Mais nous avons tous été marqués, chacun·es à notre manière, par l'intensité politique inouïe de la grève. Nous avons donc eu un mal fou à répondre aux questions soulevées par ce dixième anniversaire : Que reste-t-il de la grève de 2012 ? Comment parler de l'héritage de ce soulèvement sans mettre de côté certains éléments essentiels, ou alors sans idéaliser, ni assombrir, ce que fut la grève ? À qui devrait-on demander de réfléchir à cet événement aux ramifications innombrables ? L'exercice du « bilan » ou de la « commémoration » est-il voué à gommer l'irréductible polyphonie de la grève ?

Nous n'avons pas trouvé de réponses satisfaisantes, ni déterminé la façon idéale de plonger dans le vif du sujet, en évitant le piège de la nostalgie comme celui de l'amertume. De sorte que nous vous proposons ici un dossier qui réfléchit à l'héritage de la grève de 2012 sans prétendre dresser un quelconque bilan. Nous ne croyons pas non plus être en mesure de dégager une interprétation juste, synthétique, du chemin que nous avons parcouru collectivement depuis le printemps 2012. Cela dit, il nous a semblé naturel de tourner notre regard sur les mouvements sociaux, sur les appels à la mobilisation, qui aujourd'hui se déploient et résistent,

envers et contre tous. Il faut dire que les défis sont nombreux. Car si la grève de 2012 s'est soldée par l'annulation de la hausse des frais de scolarité proposée par le gouvernement libéral de Jean Charest, il serait faux de prétendre que le Québec, après le printemps étudiant, a emprunté une voie progressiste. C'est même tout le contraire. La grève n'a pas empêché les politiques d'austérité du gouvernement libéral de Philippe Couillard. Elle n'a pas non plus empêché la Coalition avenir Québec de s'emparer du pouvoir en doublant le Parti libéral du Québec par la droite, ajoutant sa touche de nationalisme conservateur aux politiques néolibérales déjà bien implantées. À présent, après deux ans de pandémie et de gouvernance par décret, se dresse le spectre terrifiant de la crise climatique.

La tâche qui s'impose à nous aujourd'hui est d'une ampleur incommensurable, au point où elle nous paralyse. D'autant plus que les dix dernières années ont été particulièrement rudes pour les mouvements sociaux. On a l'impression d'un épuisement, ou alors d'un éparpillement, qui force à se demander comment négocier la tension entre le désir de se mobiliser encore et la tentation du désespoir ? Comment continuer à se battre alors que nous savons que, selon toute vraisemblance, le pire est à venir ? Dans ce dossier, nous proposons des textes qui s'inscrivent précisément dans la tension, dans l'ambivalence entre le désespoir et les perspectives de mobilisations futures. À défaut de pouvoir dresser un bilan de la grève étudiante de 2012, nous proposons ici de regarder en face cette ambiguïté devant l'avenir. **L**

— La rédaction